

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / **p.2 : Solidarité internationale** / **p.3 à 5 : Place au débat** (Pour une politique progressiste, retrait du Pacte « austéritaire ») / **p.6 : Coup de gueule** (Diminuer le salaire brut pour hausser le net, c'est une indignité, c'est le programme de Marine Le Pen depuis des années)

L'ÉDITO

Donc, selon le Premier ministre, il serait « difficile de faire quelque chose pour les salariés ».

Il est donc difficile de faire quelque chose pour ceux qui, non seulement, ont élu ce gouvernement (certes, sans trop d'illusions), mais, pire, il est possible de faire quelque chose pour les quelques milliers de gros possédants mais il n'est pas possible de faire quelque chose pour les plus de 90 % de salariés ou assimilés (chômeurs, retraités, ...).

Je ne m'attarderai pas longuement à détailler le pacte d'austérité. Dans son article, Jean-Claude Chailley le fait avec sa précision et sa pertinence habituelles.

Je me pose seulement la question : Comment ce Président et ce gouvernement élus et étiquetés à gauche peuvent-ils faire de tels choix ? On aurait pu penser que le résultat des élections municipales aurait été entendu et compris. Eh bien leur compréhension consiste à dire et -probablement car cela poserait question sur leur intelligence- à faire semblant de croire que le peuple français vient d'envoyer un signe que les « réformes » n'allaient pas assez vite et le pacte d'irresponsabilité pas assez loin.

Je m'interroge. Combien de temps notre peuple va-t-il supporter de se faire ainsi grossièrement moquer de lui ? Et quelle sera la forme de sa réaction ?

Car enfin, il ne faut pas être grand clerc pour constater que les Français ont, par leur vote des 23 et 30 mars, non pas rejeté le bilan généralement bon des élus locaux de gauche, mais vigoureusement sanctionné une politique gouvernementale qui prend 2,7 milliards sur les petites retraites, qui gèle les points d'indice de fonctionnaires de moins en moins nombreux, qui veut bloquer le Smic, qui fait un nouveau cadeau de 35 milliards au patronat tandis qu'il annonce une nouvelle austérité à hauteur de 50 milliards avec hausse des cotisations sociales et baisse des droits et prestations, avec suppression d'hôpitaux

publics et privatisations !

Au nom de la crise ? Mais la crise pour qui ? La crise pour le 1 % qui possède les 25 % de la richesse nationale ou la crise pour les 10 millions de Français qui ne se voient pas d'avenir pour eux et pour leurs enfants ?

Comment pourrait-on leur expliquer qu'un gouvernement « de gauche » c'est mieux que Sarkozy, alors que tout ce qu'ils en perçoivent, c'est que c'est la même politique qui se poursuit, qui s'amplifie. La gauche et la droite ce n'est pas la même chose ? Certes ! Prouvons-le leur !

Et pas seulement avec des réformes sociétales – qu'on n'a d'ailleurs pas le courage de mener à leur terme, cédant devant la droite morale comme on cède devant la droite financière. Et pas seulement par des pansements comme les « emplois d'avenir » qui remplacent sous un autre vocable tous les faux contrats inventés depuis 30 ans et les TUC !

Prouvons le leur en conduisant une politique de gauche.

Je ne dis pas « socialiste », simplement de relance. Simplement en faveur des salariés, pas des financiers. Simplement en créant des emplois, dans la fonction et les services publics, par exemple. Il y a de quoi faire ! Ça coûte cher ? Parce que le chômage ne coûte pas cher, lui ? Et si nous faisons le pari que redonner du travail relancerait la consommation, donc la production, donc l'emploi privé ? Donc une augmentation des cotisations sociales pour financer la protection ? Trop simple ? Et ceci au prétexte d'une crise sur laquelle il faut quand même s'interroger sérieusement : selon les services financiers du Crédit suisse et la Croix-Rouge, la richesse mondiale a doublé en 13 ans. Les bénéficiaires n'ont pas été perdus pour tout le monde... Pourquoi ne s'en sert-on pas pour améliorer la vie quotidienne du plus grand nombre ?

(suite page 2)

L'EDITO (suite)

C'est un choix politique.

Et regardons en face la politique qu'on mène avec constance au prétexte de lutter contre la dette. Cette politique détruit la société. Elle s'en prend à tout ce que nous avons, en France, mis sur pied, en application du programme du CNR ; et qui avait si bien réussi, construisant une société d'égalité des droits sur l'ensemble du territoire, une société de plein emploi, une société qui protégeait.

Pour quoi ? Pour que la dette augmente de façon exponentielle ! Pour que, dans chaque nation européenne, l'emploi, le pouvoir d'achat et la protection sociale soient en berne tandis que les banques se repaissent des effets de la crise.

Oui, combien de temps notre peuple, nos peuples, vont-ils baisser la tête ? Pour l'instant ils désertent les urnes. Craignons que demain, ils n'en retrouvent le chemin et que leur révolte s'exprime par des choix dangereux. N'ayons pas peur de le dire : les responsables de la montée des extrêmes-droites, ce sont ceux qui trahissent les espérances populaires.

Résistance Sociale ne peut que saluer avec amitié toutes les initiatives qui se font jour pour refuser les politiques d'austérité et assurer de son soutien, de sa solidarité et de sa volonté de travail en commun pour reconstruire un projet au service du peuple.

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

► **GRECE :** (source : *l'Humanité*) - Les politiques de rigueurs imposées par la Troïka ont fait descendre les Grecs dans la rue. Selon un document de la police, plus de 20 000 manifestations ont été recensées dans le pays ces quatre dernières années.

Selon un document de la police, publié par certains journaux, « 20 210 manifestations, rassemblements ou mobilisations ont eu lieu ces quatre dernières années à travers le pays, dont 6 266 à Athènes ». Ce comptage a été effectué à partir du 8 mai 2010, date de la signature du premier prêt de 110 milliards d'euros octroyé par les créanciers internationaux de la Grèce, UE, BCE et FMI, assorti de mesures de rigueur draconiennes visant l'assainissement de l'économie du pays via d'importantes coupes des dépenses publiques. Deux ans plus tard, la Grèce a reçu un second prêt de 130 milliards d'euros de ses partenaires en échange de la poursuite des coupes dans les salaires et les retraites et de la hausse des taxes. Cela a engendré une profonde récession (-25% du PIB en cumulé sur six ans) et aggravé le taux de chômage qui s'élève actuellement à 27% contre 9,5% en 2009.

► **CHINE :** *une grève inédite dans une usine de chaussures de sport.* Avec Nike, Adidas, Asics, Converse ou encore New Balance comme clients, l'usine Yue Yuen de la ville méridionale Dongguan est la plus grande usine de chaussure de sport du monde.

Début avril, un mouvement social d'une ampleur inédite en Chine s'est traduit par une grève de dizaines de milliers de travailleurs,

essentiellement des femmes.

Celles-ci se plaignaient de leurs salaires, de contrats d'embauche lacunaires et de carences dans leur couverture sociale.



Les autorités chinoises, pourtant habituellement peu tendres avec les mouvements sociaux ont-elles-mêmes reconnu que « *L'usine Yue Yuen est fautive de ne pas verser les paiements de sécurité sociale* » ; elles ont donné pour instruction à la direction de l'usine de « *rectifier selon la loi* » les versements à effectuer et de répondre aux revendications sociales de ses ouvriers.

La direction taïwanaise ayant accepté de satisfaire certaines des demandes des grévistes, plus de 80% des employés de l'usine Yue Yuen ont repris le travail le vendredi 25 avril après deux semaines de grève.

Cette grève a entraîné des pertes d'environ 27 millions de dollars, selon la direction qui ajoutet que la décision de Yue Yuen de satisfaire certaines demandes de ses employés « *pourrait avoir un effet négatif* » sur ses performances financières. Les pôvres.

PLACE AU DÉBAT

Pour une politique progressiste, retrait du Pacte « austéritaie »

Par Jean-Claude CHAILLEY

« Je suis née au Cameroun. Je revis en France les Programmes d'ajustements structurels du FMI » (Une journaliste en fin de conférence de presse du Réseau européen santé)

Remarque pertinente.

Car, en effet, le Programme National de Réforme, le Pacte de responsabilité, se situent dans le cadre de la « surveillance renforcée » de la Commission européenne, de la troïka.

Et pour le FMI « Le Pacte de responsabilité... est la meilleure chose qu'il pouvait faire... » dicit David Lipton, Directeur Général Adjoint du FMI.

Ce n'est qu'un début : le FMI demande « l'équilibre budgétaire en 2017 (donc passer les coupes de 50 à 80 Md voire beaucoup plus) », des réformes structurelles supplémentaires,

l'ouverture des services à la concurrence (la Sécurité sociale est en 1^{ère} ligne), de nouvelles réformes du marché du travail... »

Le message des municipales... en attendant celui des Européennes ?

C'est la politique de François Hollande et de ceux qui la soutiennent qui a subi la Bérézina. Ce n'est pas « un problème de communication » (J-M. Le Guen...), encore moins qu'il faut faire « plus fort et plus vite » (F. Hollande, M. Valls...), ni « frapper moins fort que la droite » (S. Royal).

A l'approche de l'élection européenne la social-démocratie voudrait nous faire croire qu'elle veut « réorienter l'Europe »... sans rien changer !

Le président actuel du Parlement européen, Martin Schultz, est candidat de F. Hollande, des « sociaux-démocrates », à la présidence de la Commission européenne. Or le SPD, parti de M. Schultz, participe au gouvernement d'Angela Merkel.

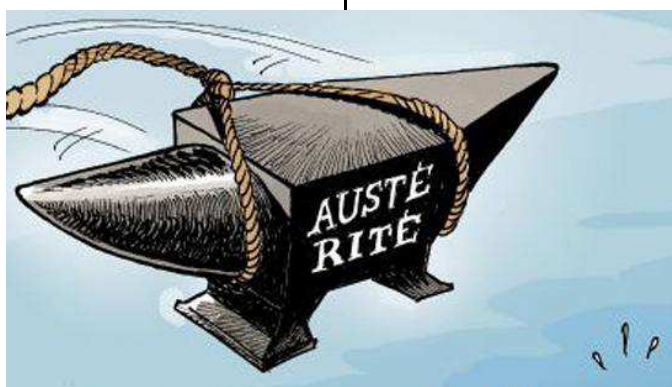
Qui peut croire que ceux qui construisent cette Union européenne « austéritaie » vont la changer ? Qui peut encore parler

« d'Europe qui protège » alors qu'ils sont en train de négocier le Pacte transatlantique ?

Comme en Allemagne, et si souvent à Bruxelles, le PSE (Partie Socialiste Européen) peut fort bien faire alliance avec Jean-Claude Juncker, candidat du PPE (Parti populaire européen, droite), soutenu par A. Merkel, ancien président de l'euro groupe, fanatique des mémorandums, en Grèce comme partout, grand défenseur des paradis fiscaux...

La BCE, le gouvernement,... «découvrent» que l'euro trop haut fait peser un risque de déflation, mais ils font semblant d'ignorer ou nient son effet dévastateur sur le pouvoir d'achat et l'emploi partout en Europe, Allemagne comprise.

Il faut rompre avec la politique de la troïka !



I/ Pour une politique de progrès économique, social, environnemental

Paraphraser Thatcher en radotant « On ne peut pas faire autrement », amplifier la « parenthèse de la rigueur » en la rebaptisant « efforts »... c'est aller dans le mur.

C'est la politique coordonnée au niveau du G20, de l'Union européenne, qui est responsable de la crise, des déficits, dont on ne sort pas avec la politique menée ces dernières années.

En France il manque environ 10 points de PIB. Ça représente plus de 100 Milliards de manque à gagner sur les recettes de l'Etat, des collectivités territoriales, de la protection sociale. La politique de N. Sarkozy amplifiée par F Hollande est un échec.

Un gouvernement de gauche devrait mener une politique macro économique qui parte des besoins sociaux et environnementaux : reconquérir les services publics, la protection sociale, construire des logements, les infrastructures, faire les investissements utiles, développer la recherche, augmenter le pouvoir d'achat des salariés, retraités, chômeurs, engager la transition écologique ...

C'est cette politique qui mènerait aux victoires électorales.

Et elle est à vocation universelle car, dans leur diversité, c'est ce que demandent les peuples européens comme du monde entier. Indirectement c'est le vrai service à rendre aux entreprises. Si les plans d'ajustement étaient efficaces, le Cameroun qui dispose de tant de richesses devrait être une économie florissante. Or il est tout juste prévu qu'il devienne un « pays émergent » en 2035, 45 ans après le 1^{er} plan d'ajustement structurel !



II/ Retrait du Pacte de responsabilité !

Le Pacte Hollande / Gattaz / UE / FMI nous emmène dans le mur : c'est parce qu'on peut et qu'on doit faire autrement qu'il doit être retiré.

« L'emploi », prétexte à la baisse des salaires, à la destruction des droits sociaux... et finalement de l'emploi...

C'est prétendument au nom de « l'emploi » que sont prises toutes les mesures facilitant les licenciements, les délocalisations, les sous-contrats de travail, le gel ou la baisse des salaires, des cotisations sociales, des impôts des sociétés, les attaques contre le Smic, le Code du travail, les prud'hommes, l'Inspection du travail...

L'entreprise privée n'a qu'une raison d'être : accroître la valeur pour ses actionnaires.

Le rôle du Président de la République, du gouvernement, n'est pas de reprendre le discours démagogique et les « pin's » de Pierre Gattaz. Les multinationales du CAC 40 imposent des salaires de 50 \$ au Bangladesh, en Afrique...

Plus on libéralise, plus la somme des intérêts particuliers mène à la crise, voire à la guerre (comme l'avait si justement souligné Jean Jaurès). La responsabilité du gouvernement, c'est de mener une politique macroéconomique de progrès économique, social et environnemental.

→ 50 milliards « d'économies » pour « lutter contre les déficits »... » lutte qui commence par des mesures qui augmentent les déficits !

Le gouvernement augmente les aides aux entreprises de dizaines de milliards en exonérations de cotisations, attribution de crédits d'impôts, suppression de taxes, d'impôts..., qui s'ajoutent aux 200 milliards d'aides annuelles.

Les résultats parlent : le PIB en 2013 a tout juste rattrapé celui de 2008 (le PIB par habitant restant inférieur). La dette atteint 93,5 % du PIB. Le chômage, la précarité, dépassent les 7 millions.

Cette incohérence apparente traduit un choix politique assumé : mettre fin à notre modèle social issu du CNR, pour le remplacer par le « modèle » européen.

→ 21 milliards de coupes sur la protection sociale... et le projet d'en finir définitivement avec la Sécurité sociale de 1945

Après les fermetures, fusions, d'hôpitaux, maternités, manques de personnels ... une coupe de 21 milliards, c'est astronomique.

- A la télé le professeur Valenciennes propose de développer la chirurgie ambulatoire, ce qui permettrait selon lui de fermer 40 000 lits. Quant au suivi des patients, on les fera « appeler sur leur téléphone portable ».

- Qu'est-ce qu'un soin, un médicament inutile ? C'est celui qu'il faut dé-rembourser pour atteindre l'économie programmée. Le MEDEF parle de « critères médico-économiques »

- Remplacer les franchises par un « plafond » (ex-bouclier sanitaire de M. Hirsch à l'époque où il était « sarkozyste »). Il pourrait être 10 ou 15 fois plus élevé comme dans certains pays européens, et éventuellement lié au revenu, au mépris des textes fondateurs de la Sécurité sociale.

- Geler les retraites (CNAV, complémentaires,) repousser la revalorisation du RSA, s'en prendre aux chômeurs, à la politique familiale...

Des mesures pour mettre à mort la Sécurité sociale (qui n'est qu'un « service » dans le vocabulaire de la troïka, du Pacte transatlantique) !

• **Asphyxier la Sécu** par la baisse des cotisations « patronales » et « salariales », qui sont toutes deux sont une partie du salaire qui est socialisée.

Supprimer les cotisations « salariales » à la demande du MEDEF (et du FN) n'est donc pas une augmentation de salaire, mais un moyen démagogique d'asphyxier la Sécu et d'éviter aux entreprises d'augmenter *réellement* les salaires. Le gouvernement a le pouvoir d'augmenter le SMIC, pourquoi ne le fait-il pas ?

• Le rapport quasi officiel du Conseil d'Analyse Economique (rattaché au Premier ministre) demande de **mettre fin au monopole de la Sécurité sociale, de la mettre en concurrence avec Axa...** Jusque-là seule une poignée d'ultra-libéraux osaient faire cette proposition !

→ **L'affichage « protéger les plus démunis », « faire payer les riches »... cache un nivellement par le bas... au service des très grandes fortunes.**

• Dans le contexte de la politique gouvernementale actuelle il ne s'agit pas de réduire les inégalités par le haut.

Les très grandes fortunes « optimisent », partent à l'étranger, dans les paradis fiscaux, transforment tout ou presque en « outil de travail »...Elles sont hors d'atteinte. La preuve ? La seule fraude est de 60 Mds € par an. Pourtant il vient d'y avoir 60 Mds € d'augmentations de TVA, impôts, taxes, tarifs en tous genres, pour les ménages....

• C'est avec des torrents de compassion que les gouvernements disent épargner « les plus démunis », les « petites retraites ». Mais dès 800 euros de retraite ou le RSA, on est dans les couches moyennes ou riches !

• Lorsqu'on parle impôt on oublie souvent que la CSG est aussi un impôt, payé par les ménages à plus de 80 %. Elle double la recette de l'impôt sur le revenu.

Le gouvernement sous affichage de protéger les plus démunis, fait payer la crise aux salariés, retraités, chômeurs, par le nivellement par le bas.

Il faut au contraire réduire les inégalités par le haut.

29 Milliards d'€ de coupes sur les services publics, 11 Milliards d'€ de coupes sur les Collectivité territoriales, 18 Milliards d'€ sur le budget de l'Etat.

→ **C'est un projet dirigé contre la République !**

• Pour reprendre l'expression d'Anicet Le Pors il y a quelques années, il s'agit de substituer le triptyque européen intercommunalités, régions, Europe au triptyque républicain communes, départements, Etat.

• La Commission européenne, le FMI, attendent beaucoup d'économies, de privatisation, de l'Acte III dit de décentralisation : métropolisation, fusion de régions en macrorégions, suppression des départements, obligation des communes de se mettre en grandes intercommunalités, fin de la clause de compétence générale, dérogations régionales à la loi.

Anti démocratique, elle éloigne les décisions des citoyens.

→ **C'est un projet politique ouvertement antisocial**

Baisse du pouvoir d'achat des salariés du public comme du privé, des retraités, des chômeurs. Point d'indice des fonctionnaires « gelé », retraites « gelées », recul sur les allocations chômage, précarité pour les jeunes, charrettes pour tous et notamment les plus de 50 ans, menaces sur le SMIC,...

Cette politique ne peut profiter qu'à la droite et l'extrême droite.
Pour une politique économique, sociale et environnementale progressiste :

RETRAIT DU PACTE DE RESPONSABILITÉ !

Résistance Sociale apporte son soutien à la grève et aux manifestations des fonctionnaires le 15 mai à l'appel de CGT, CFDT, FO, CFTC, FA-FP, FSU, Solidaires, UNSA

COUP DE GUEULE

**Diminuer le salaire brut pour hausser le net, c'est une indignité,
c'est le programme de Marine Le Pen depuis des années**

Par Gérard FILOCHE, membre du BN du PS

Non, un salarié payé au Smic ne percevra pas 500 euros de plus par an !

Le « pacte de responsabilité » annoncé par Manuel Valls devrait s'accompagner, pour équilibrer les 15 milliards d'euros supplémentaires de cadeaux au patronat d'un « pacte de solidarité » de 5 milliards en faveur des salariés. La disproportion est déjà manifeste car, si l'on ajoute les 20 milliards d'euros annuels de cadeaux au patronat, sans la moindre contrepartie en termes d'emplois, c'est 35 milliards d'euros que percevra le patronat. 5 milliards d'euros, cela ferait 7 fois moins. Mais surtout, ce qui est accordé de la main gauche, est retiré de la main droite. Il s'agit d'un simple tour de passe-passe. Le patronat n'aura pas à financer quoi que ce soit, ce sont les salariés qui financeront l'augmentation de leur salaire net en voyant diminuer leur salaire indirect, les cotisations sociales.

Quel sera le résultat de ce tour de bonneteau ?

Soit le manque à gagner pour la Sécurité sociale sera financé par les impôts. Mais cela ne pourra être que les impôts des salariés puisqu'il a été annoncé la diminution des impôts payés par le patronat : l'impôt sur les sociétés passerait de 37 % à 28 % des bénéficiaires, la C3S disparaîtrait et de nombreuses taxes payées par le patronat seraient supprimées. Comme l'écrivait Alphonse Allais « Il ne faut faire aux microbes aucune peine, même légère ». Mais dans ce cas, qui paiera les augmentations d'impôts nécessaires si ce n'est les salariés ?

Soit le manque à gagner de la Sécurité sociale ne sera pas financé par les impôts. Dans ce cas, il n'y aura

plus que deux possibilités. Ou les salariés devront renoncer à se soigner alors que plus de 30 % de notre pays ont déjà dû renoncer à se soigner en 2013 parce qu'ils n'en avaient pas les moyens. Ou les remboursements seront faits par les mutuelles ou les assurances complémentaires mais dans ce cas, les salariés verront leurs cotisations augmenter.

Ce qui a été donné d'une main sera repris de l'autre, en fragilisant encore plus, au passage, la Sécurité sociale.

Cette proposition n'a été débattue nulle part. Aucune motion, aucun texte du PS, aucune assemblée de militants ni d'élus, de députés ne l'a envisagée.

Pour la bonne raison que cette proposition est dans le programme de Marine Le Pen depuis des années et que nous avons publié des dizaines d'articles, des brochures, des livres pour la dénoncer. Toute la gauche l'a dénoncé, le Parti socialiste le premier.

C'est une proposition qui s'attaque à un élément symbolique central du « pacte social français » comme on dit, c'est à dire de ce qui est issu du programme du Conseil national de la Résistance. Il s'agit de casser ce salaire mutualisé collecté et redistribué à chacun selon ses besoins, en cas de maladie, de chômage, de famille nombreuse, de besoin de logement, d'accident du travail ou de retraite.

Baisser le brut pour hausser le net n'est pas seulement un tour de passe-passe ou une malhonnêteté, c'est une attaque centrale contre tout ce qui fonde la protection sociale en France depuis 1945.

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)